



ESPACE DEFENSE – Lanceurs Spatiaux

Projet de rapprochement AIRBUS / SAFRAN

Annonce d'un abandon des états européens

Nous exigeons un vrai débat national

Nous avons été informés le lundi 16 juin du projet d'un regroupement des activités lanceurs de SAFRAN et d'AIRBUS Group et cela avec l'accord du gouvernement. Ces informations ont été révélées en priorité à la presse pour ensuite être diffusées aux instances représentatives des salariés par des réunions provoquées à la hâte.

Cette méthode est des plus contestables et dénote d'un déni de démocratie vis-à-vis des personnels concernés mais également des citoyens puisqu'il n'y a eu aucun débat parlementaire sur la question. Pourtant il s'agit de lanceurs civils mais aussi militaires avec notamment la force de dissuasion française.

C'est donc dans le plus grand secret que se conçoit un tel projet qui porte pourtant sur un enjeu majeur de souveraineté nationale et européenne de défense et de sécurité.

Si l'approche technique de la proposition pourrait apparaitre comme présentant des avantages réels à court terme, elle pose des questions sur les innovations nécessaires et donc sur le futur d'une filière stratégique.

S'il est naturel qu'Airbus Group et Safran proposent ensemble des solutions techniques, pourquoi faudrait-il en passer par la création d'une entreprise ? Ceci ne renforcera en rien le secteur. Par contre, avec les « synergies » et les « rationalisations » qui en découleront, des emplois et des sites sont potentiellement en danger. Cela fragilisera aussi les activités des groupes Safran et Airbus.

Sous couvert de crise de gouvernance européenne et de problématiques de financements, l'Europe est prête à livrer aux industriels et à la finance la responsabilité de l'accès à l'espace. C'est l'affirmation d'un abandon des états vis-à-vis de toute une conception politique et stratégique qui a prévalu jusqu'à maintenant et permis d'hisser l'Europe au tout premier rang mondial dans l'accès à l'espace (lanceurs et satellites).

En effet, le projet vise à la construction d'une coentreprise entre Safran et Airbus Group (joint-venture), maîtrisant l'ensemble du processus de production des lanceurs (de la conception au lancement et la commercialisation).

C'est donc une remise en cause fondamentale du rôle du CNES (Centre National d'Etude Spatiale) et d'Arianespace pourtant garant d'une politique industrielle européenne et nationale, et de grands programmes de recherches scientifiques.

Cette restructuration se situe à un moment charnière de la filière des lanceurs où se jouent actuellement la définition et les études pour de futurs lanceurs tels qu'ARIANE 5ME et ARIANE 6. Tout est encore en débat sur le format (capacité de satellisation) mais aussi sur les choix technologiques notamment sur les moteurs (propulsion liquide et/ou solide). Ceux-ci sont déterminants pour la pérennité d'activités d'établissements en France et en Allemagne.

Mais ce projet peut aussi avoir des conséquences lourdes sur l'avenir du lanceur européen VEGA, sous la responsabilité de l'ESA, conçu et réalisé par l'italien ELV.

Il est donc inconcevable qu'une telle restructuration se réalise sans un véritable débat national et européen sur l'ensemble des enjeux. Il y a un besoin impératif de définir sur quelle politique et stratégie spatiale s'articule un tel projet.

D'autre part dans toute restructuration il doit y avoir une expertise d'impacts sur les emplois, les activités, les territoires. Déjà le secteur Défense et Spatial d'Airbus Group est sous le coup d'un plan drastique de suppression d'emplois (-10% des effectifs).

La CGT tiendra son rôle de défense d'une vision industrielle et scientifique. Elle informera dès que possible les salariés de son analyse sur cette nouvelle réorganisation.

Nous appelons les salariés à intervenir dans le débat et à peser sur cette nouvelle restructuration.

Nous appelons aussi la représentativité nationale à exiger un débat et maintenons notre demande de table ronde (direction, gouvernement, syndicats) sur la filière aéronautique et spatiale.

L'espace est une composante majeure des politiques de défense et de sécurité de la France et de l'Europe

Montreuil le jeudi 19 juin 2014
